



Parc national du Mercantour

Décision individuelle

N° 2021-177

Pétitionnaire : société ZUHAITZ Solutions pour le compte de la société SERHY

Adresse : 51 avenue du Docteur Léon Moynac 64100 Bayonne

Nature de la demande : Survol motorisé en cœur de Parc national, prises de vues et de sons dans un cadre professionnel

Nom du projet : reconnaissance aérienne des lieux après travaux d'aménagement d'une piste temporaire (dossier d'assurance)

Localisation : vallon de Mollières, ouvrages de Peyre-Blanque, commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée.

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3, 29 et 34,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 09 juin 2021 par Madame MARTEAU Justine, télépilote de la société ZUHAITZ Solutions,

Considérant que la demande porte sur une reconnaissance par drone de la situation des lieux, suite aux travaux d'aménagement d'une piste d'accès provisoire aux ouvrages d'EDF à des fins de renseignement du dossier d'assurance de la société SERHY,

Considérant qu'à ce titre, le survol répond aux besoins de l'exploitation des ouvrages électriques autorisés en cœur de parc national,

Considérant la nécessité d'encadrer a minima l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci, et ce malgré les événements naturels en cause,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société ZUHAITZ Solutions [SIREN : 819 702 671], représentée par Monsieur GABORIAUD Laurent, est autorisée à effectuer

- des prises d'images et de sons dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national ;
- des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national,

dans le cadre d'une reconnaissance par drone de la situation des ouvrages hydroélectriques de Peyre-Blanche, dans le vallon de Mollières (commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée), suite aux travaux d'aménagement d'une piste d'accès provisoire.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du pilote : MARTEAU Justine (06.87.90.47.34)

type d'appareil : drone – DJI Mavic

n° de l'appareil : SN08QCE9F012SB0

2.2. Le télépilote est tenu de respecter strictement la « zone de survol autorisé » figurant au plan de vol annexé à la présente.

Dans le cœur du parc national, le survol à basse altitude reste interdit en-dehors de la zone autorisée figurant sur ce plan.

2.3. La durée totale du survol n'excédera pas 1 heure.

2.4. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement au Siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, les fichiers numériques haute définition des prises de vues réalisées dans le cadre de la présente, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente (autorisations@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du lundi 05 juillet 2021.

En cas d'intempéries, le report de l'opération **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contact :

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr ; 06.14.06.26.85)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr ; 06.24.70.20.71)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur et des droits des tiers.

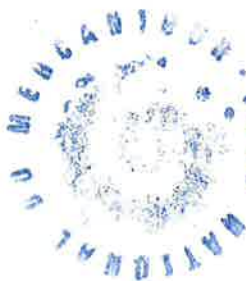
Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 16 juin 2021



La Directrice-adjointe
du Parc national du mercantour


Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.